Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 30 (1938)
Heft: 7

Artikel: Le mouvement ouvrier dans les pays scandinaves
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384143

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

30me année Juillet 1938 No 7

Le mouvement ouvrier dans les pays scandinaves.

Par *Max Weber.*

Pendant très longtemps, le mouvement ouvrier suisse, tout au moins en Suisse alémanique, a subi l'influence allemande. Les syndicats allemands ont servi de modèles à nos organisations naissantes. Parfois même, des collègues allemands ont été les animateurs de nos syndicats; quelques-uns d'entre eux ont même été parmi les chefs le plus en vue du mouvement ouvrier suisse. Sur de nombreux points également, la politique du parti socialiste suisse s'inspirait de l'exemple allemand. L'influence exercée par le pays voisin, ensuite de son importance d'abord — il est 15 fois plus grand que notre petite Suisse — puis de la communauté de langue, est très compréhensible. Toutefois, elle n'a pas laissé de présenter de graves inconvénients. Bien des choses ont été imitées qui étaient parfaitement étrangères à notre mentalité et à notre manière d'être, inassimilables; il faut dire aussi que, parfois, elles ne s'adaptaient même pas à l'Allemagne. Après la guerre, le mouvement ouvrier suisse a plutôt tourné ses regards vers l'Autriche. Là aussi nous avons admiré des méthodes et des réalisations qui ne pouvaient en aucun cas entrer en considération pour la Suisse, à moins de subir des modifications profondes. Mais ces diverses remarques s'appliquent plus au mouvement socialiste qu'aux syndicats.

Aujourd'hui, cette influence appartient définitivement au passé. Le mouvement ouvrier suisse, particulièrement en Suisse alémanique, est réduit à ses propres forces. Cette situation nous met dans l'obligation inéluctable de penser par nous-mêmes, d'utiliser et de faire fructifier les forces — toutes les forces — dont nous disposons. Et c'est bien ainsi. Tout d'abord cet isolement nous obligera à nouer des relations plus étroites et plus suivies avec des pays dont la langue et la position géographique ont mis jusqu'à aujourd'hui une longue distance entre eux et nous, mais pays dont nous pouvons tirer plus d'enseignements que de ceux

où la grosse industrie et le prolétariat urbain prédominent, éléments que la Suisse ignore d'ailleurs. Nous pensons avant tout aux pays scandinaves.

Ces pays n'ont pas eu la tâche aussi facile que la Suisse alémanique. Avant de pouvoir être assimilée, la pensée allemande devait être d'abord traduite. Il semble bien aujourd'hui que l'obstacle apporté par la différence des langues n'ait pas eu des conséquences défavorables. En fait, en Suède et au Danemark, le mouvement ouvrier — aussi bien les organisations syndicales que politiques — exerce sur l'économie et sur l'Etat une influence jamais atteinte en Allemagne et en Autriche, pas même en Grande-Bretagne, qui demeure pourtant le pays classique des Trade-Unions. Les pays scandinaves sont aujourd'hui l'espoir du mouvement ouvrier européen.

Il va sans dire que dans les pays scandinaves les conditions diffèrent entièrement des nôtres. Pourtant, sur certains points, ces différences ne sont pas trop sensibles. Le chiffre de la population est à peu près le même que chez nous. L'industrie n'est pas concentrée dans quelques localités mais plutôt décentralisée, comme chez nous.

L'habitat et l'économie.

Le lecteur trouvera tout d'abord quelques chiffres sur la population et sa densité ainsi que sa structure professionnelle. A titre de comparaison, nous y avons joint les chiffres relatifs à la Suisse:

	Nombre des habitants à la fin de 1936	Habitants par km
Suède	6,267,000	14,0
Danemark	3,722,000	86,7
Norvège (à l'exclusion du territoire au delà du cercle polaire)	2,895,000	9,0
Suisse	4,174,000	101,1

Structure professionnelle de la population des pays scandinaves:

	Agriculture, économie forestière et pêche	Industrie et mines	Commerce, transports, hôtellerie	Autres professions
	(en pour-cent)			
Suède	36,0	32,3	17,7	14,0
Danemark . .	35,0	28,1	18,4	18,5
Norvège . . .	35,8	26,5	21,2	16,5
Suisse	21,4	44,9	18,3	15,4

La Suède couvre une immense étendue de territoire. Elle est 11 fois plus grande que la Suisse. Pourtant, la plus grande partie de cet immense pays est située dans l'extrême Nord et n'est presque pas peuplée. Le chiffre de la population est de 50 pour cent seulement plus élevé que le nôtre. Le sud de la Suède, le Skane, est très fertile. Aujourd'hui encore, l'agriculture suédoise constitue le fondement solide de l'économie du pays. Elle permet de

nourrir le 36 pour cent de la population contre 21 pour cent seulement en Suisse. Alors que chez nous 45 pour cent des salariés sont occupés dans l'industrie et les arts et métiers, cette proportion est de 32 pour cent seulement en Suède. Le reste de la population travailleuse est occupé dans l'agriculture, l'économie forestière, la pêche, le commerce, les transports, l'hôtellerie, etc.

Quant au Danemark, les chiffres de sa population et sa superficie ne diffèrent pas très fortement de ceux de la Suisse. Par contre, le Danemark est un pays entièrement plat et les conditions climatériques sont extrêmement favorables. Ces deux facteurs ont permis à l'agriculture de prendre un grand développement. La structure professionnelle de la population est à peu près la même qu'en Suède.

La situation de la Norvège est moins favorable à l'agriculture. Par contre, les habitants se consacrent plus fortement à la pêche et à la navigation. C'est pourquoi la proportion de la population occupée dans le commerce et les transports est plus forte que chez nous. Comme en Suisse, le développement industriel est favorisé par la grande richesse du pays en houille blanche.

D'une manière générale, les trois Etats scandinaves sont moins industrialisés que la Suisse; par contre, le nombre des habitants occupés dans l'agriculture est proportionnellement beaucoup plus élevé que chez nous. Toutefois, l'agriculture et l'économie forestière, tout au moins en Suède et au Danemark, ont un autre caractère que chez nous. Alors que l'agriculture suisse se consacre presque exclusivement à l'approvisionnement du pays (au cours des 20 ou 30 dernières années elle s'est adaptée de plus en plus aux nécessités du marché intérieur) l'agriculture danoise, par contre, très rationnellement organisée, tournée tout entière vers la production intensive, n'est plus en mesure de se limiter exclusivement à la satisfaction de la consommation intérieure. On est véritablement en droit de parler d'une industrie agricole ou, si l'on veut, d'une agriculture industrialisée, et qui dépend aussi étroitement du marché mondial et de ses fluctuations que notre industrie d'exportation. Les exportations agricoles de la Suède sont également considérables; en outre, le pays exporte en grandes quantités les produits de l'économie forestière ainsi que du minerai de fer. Quant à la Norvège, elle est étroitement liée à l'économie mondiale par le gros tonnage de sa flotte de commerce. Au cours des dernières années, l'industrialisation a fait des progrès considérables dans les trois pays scandinaves, au Danemark tout particulièrement où elle a été protégée efficacement par des limitations à l'importation, et cela avec la collaboration de l'Office des changes qui a pour mission de réglementer l'octroi des devises nécessaires au payement des importations.

Comme on le voit, les pays scandinaves, ensuite de leurs fortes exportations de produits agricoles et industriels comme du puissant développement de leur flotte de commerce, dépendent dans

une grande mesure de l'étranger. Ils importent d'ailleurs une grande quantité de marchandises étrangères.

Chiffres du commerce extérieur par tête de population en 1937:

	Importation	Exportation
	par tête d'habitant en fr.	
Suède	376	355
Danemark	342	418
Norvège	484	310
Suisse	433	308

C'est la Suisse qui a le chiffre d'exportation le plus faible. Le chiffre de nos importations est dépassé par la Norvège. Mais il y a quelque dix ans encore, la situation était toute différente. A l'exception du Danemark, l'exportation des pays scandinaves était proportionnellement plus faible que celle de la Suisse. C'est tout particulièrement depuis que les Etats scandinaves ont suivi la dévaluation britannique et qu'ils ont étroitement lié leur politique économique à celle du bloc-sterling que les relations de la Suède et de la Norvège avec l'économie mondiale sont devenues plus suivies et plus denses. Quoi qu'il en soit, les chiffres de l'exportation suisse ne peuvent pas faire l'objet de la même interprétation que ceux des pays scandinaves. 80 pour cent de l'exportation suisse est constituée par des produits finis de haute qualité alors que la Suède et le Danemark exportent une grande quantité de produits agricoles (et la Suède de minerais, réd.). Quoi qu'il en soit, ces chiffres réduisent à néant l'argument qui prétend que les pays scandinaves sont mieux en mesure que la Suisse de poursuivre une politique économique opposée à la baisse des prix et des salaires parce qu'ils ne sont pas aussi dépendants que notre pays du marché mondial.

Le mouvement syndical.

Depuis longtemps, la Suède, le Danemark et la Norvège disposent de fortes organisations syndicales. Depuis la guerre mondiale notamment, le mouvement syndical a pris une formidable extension. D'année en année, le nombre des membres a augmenté. A l'heure actuelle, le syndicalisme a pris un développement qui dépasse celui de tous les autres pays.

Nous donnons ci-dessous un aperçu du nombre des membres de l'Union syndicale de chacun des trois pays à la fin de chaque année:

	1934	1935	1936	1937
Suède	653,331	701,186	757,376	
Danemark . . .	354,736	381,341	405,465	451,629
Norvège	172,513	214,579	266,023	305,031

L'augmentation quasi verticale de l'effectif au cours de ces dernières années n'est pas seulement dû au succès de la propagande

et du recrutement mais encore à l'affiliation des organisations syndicales qui poursuivaient leur action à l'écart de l'Union syndicale. Aujourd'hui encore, quelques organisations syndicales ne sont pas affiliées. Toutefois, leurs effectifs ne sont pas très considérables, à l'exception du Danemark où elles groupent encore 40,000 membres. Toutefois, on peut admettre avec certitude que les organisations dissidentes se rallieront tôt ou tard aux diverses centrales nationales. Les pays scandinaves ne connaissent pour ainsi dire par les organisations syndicales confessionnelles mises sur pied pour des raisons uniquement politiques.

Afin de mieux souligner le puissant développement de l'organisation syndicale, nous mentionnerons rapidement le nombre des salariés. En Suède, le nombre des ouvriers d'industrie proprement dits est de 400,000; il est légèrement supérieur à celui de la Suisse. Y compris les arts et métiers, les ouvriers et les ouvrières entrant en considération pour l'organisation syndicale atteignent le chiffre de 870,000 environ. Mentionnons encore quelque 250,000 ouvriers agricoles et forestiers, mais qui sont toutefois difficiles à organiser parce qu'un grand nombre d'entre eux sont à la fois salariés, fermiers et propriétaires. Dans de nombreuses branches de l'industrie, l'organisation syndicale des salariés est complète. Dans d'autres, elle atteint jusqu'à 95 pour cent et même davantage du nombre des salariés. Dans les arts et métiers, plus de la moitié des ouvriers occupés sont organisés tandis que dans l'agriculture et l'économie forestière le degré d'organisation est faible.

En ce qui concerne le Danemark, il n'existe aucune information statistique sur le nombre des salariés. En 1930, 451,000 personnes étaient occupées dans l'industrie et 296,000 dans le commerce, les transports et l'hôtellerie. Afin de connaître le nombre des personnes susceptibles d'êtres organisées syndicalement, il faudrait encore déduire celles qui travaillent à leur propre compte. Dans quelques branches de la vie économique du Danemark, le degré d'occupation atteint également 100 %. D'une manière générale, les syndicats organisent certainement plus de la moitié des salariés. En Norvège, le nombre des personnes occupées dans l'industrie et les arts et métiers est de 309,000 et de 248,000 dans le commerce, les transports et l'hôtellerie. En Norvège également, le degré de l'organisation syndicale est beaucoup plus élevé que chez nous et que dans la plupart des Etats industriels, même s'il est inférieur à celui de la Suède.

Les causes de ce haut degré d'organisation sont diverses. La population des divers Etats scandinaves ne connaît pour ainsi dire qu'une seule langue et ne pratique qu'une seule religion. Ces pays ne connaissent pas les difficultés linguistiques auxquelles nous nous heurtons constamment chez nous et, dans une mesure plus forte encore, en Tchécoslovaquie. Quant à la minorité catholique, elle est si infime (0,05 pour cent de la population en Suède) qu'elle n'est pas en mesure de diviser le mouvement ouvrier. Mention-

nons également les qualités de droiture et d'énergie du caractère populaire, qualités qui ont été cultivées, rendues plus vigoureuses encore par l'éducation populaire — nous songeons avant tout aux universités populaires et aux cercles d'étude constitués récemment. Par ailleurs, le fait que les syndicats ont fortement développé leurs institutions d'assurance, en particulier les caisses de chômage (où ils ne craignent aucune concurrence) a certainement contribué à augmenter le degré d'organisation.

Le secteur politique du mouvement ouvrier.

Le Danemark est le premier Etat scandinave où le mouvement ouvrier soit arrivé au pouvoir. En 1929 déjà, après une importante victoire électorale, le chef du parti socialiste, Stauning, a été chargé de former le gouvernement. Le parti socialiste ne disposant pas de la majorité à lui seul, Stauning s'est assuré la collaboration d'un parti bourgeois de gauche, le parti radical, dont quelques membres ont été appelés à faire partie du cabinet. Ce parti n'a cessé de soutenir la politique progressiste des socialistes. Le gouvernement danois à majorité socialiste a accompli de grandes choses dans deux domaines surtout. En premier lieu il a pris les mesures nécessaires afin de combattre les effets redoutables de la crise économique pour l'agriculture danoise. Le lecteur trouvera plus loin un article consacré spécialement à la politique économique, et surtout agricole, du cabinet Stauning. Par ailleurs, en pleine crise économique, le nouveau gouvernement a entrepris une très profonde réforme sociale, mettant ainsi la classe ouvrière au bénéfice d'une assurance sociale extrêmement bien organisée. Par cette politique économique et sociale constructive, le nouveau gouvernement a gagné toujours plus largement la confiance populaire; d'élection en élection, le nombre des électeurs socialistes a augmenté. Dans ces conditions, les attaques les plus vigoureuses de la droite ont échoué; les partis qui avaient tenté de saboter la politique de Stauning ont subi de lourdes défaites électorales.

Nous donnons ci-dessous la répartition des électeurs danois lors des dernières élections (mais sans tenir compte des petits groupement politiques, négligeables):

	1932	1935
	(en pour-cent)	
Socialistes	42,7	46,1
Radicaux	9,4	9,2
Conservateurs	18,7	17,8
Venstre	24,7	17,8
Ligue des droites	2,7	2,5
Communistes	1,6	1,1
Parti du Schleswig (Allemands)	0,6	0,8
Parti populaire	—	3,2
Nationaux-socialistes	0,1	1,0

Comme on le voit, la majorité de 52 pour cent dont les socialistes et les radicaux disposaient en 1932 a passé à 55,3 pour cent en 1935. Le gouvernement de la coalition socialiste et radicale est

resté au pouvoir. A l'heure actuelle, sa position est extrêmement forte et son chef, le collègue Stauning, jouit d'une grande popularité.

En Suède, les élections de 1932 ont apporté un changement décisif à l'orientation politique du pays. Deux ans auparavant, la Suède avait été fortement éprouvée par la crise économique. Le gouvernement alors au pouvoir n'avait pris aucune mesure efficace contre la crise mais l'avait même aggravée par les tendances déflationistes qu'il défendait. Cette politique a poussé les électeurs vers les socialistes, qui avaient mis sur pied un programme très bien étudié pour lutter contre la crise. Lors des élections au parlement, le parti socialiste a obtenu plus d'un million de voix et 104 mandats sur 230. Lorsque son chef, Per Hansson, fut chargé de former le gouvernement, il entama tout d'abord des pourparlers avec le parti paysan. Les socialistes et les paysans parvinrent à s'entendre immédiatement sur les diverses mesures à prendre afin de combattre la crise et ses effets. Le cabinet minoritaire socialiste de Per Hansson pouvait compter sur l'appui permanent des paysans au parlement. Le nouveau gouvernement ouvrier suédois a pris contre la crise des mesures dont l'efficacité est aussitôt apparue, mesures de politique économique et financière, mesures de politique sociale aussi (extension des institutions sociales).

Mais les résultats des élections de septembre 1936 sont sans contredit le meilleur témoignage que les électeurs aient rendu aux efforts du gouvernement ouvrier. Les socialistes ont réalisé un gain de 300,000 voix et de 8 mandats alors que les conservateurs perdaient 14 sièges.

	Nombre des électeurs 1936	Electeurs en pour-cent 1932	Electeurs en pour-cent 1936	Nombre des mandats 1932	Nombre des mandats 1936
Conservateurs	511,467	23,5	17,7	58	44
Agrariens	418,569	14,0	14,5	36	36
Parti populaire (anc. radicaux)	375,706	11,8	13,0	24	27
Socialistes	1,336,554	41,8	46,3	104	112
Socialistes de gauche . . .	127,640	5,3	4,4	6	6
Communistes	96,640	3,0	3,4	2	5
Nationaux-socialistes . . .	20,453	0,6	0,7	0	0
	2,887,029	100	100	230	230

Après les élections de 1936, les socialistes auraient pu constituer un gouvernement purement socialiste et qui aurait disposé à la chambre d'une majorité socialiste s'il avait pu s'assurer l'appui des socialistes de gauche. Mais le mouvement ouvrier suédois voulait constituer un gouvernement établi sur les bases les plus solides. Le parti socialiste a donc invité le parti agrarien à collaborer, non plus seulement à défendre un programme commun sur le plan parlementaire mais encore à participer directement au gouvernement en occupant plusieurs portefeuilles. A l'heure actuelle, les gouvernements danois et suédois jouissent d'une extraordinaire popularité. Les partis de l'opposition n'ont en

somme que peu d'objections à faire à la politique de gouvernements qui s'appuient effectivement sur une majorité populaire.

En Norvège, le parti ouvrier avait déjà constitué, en 1928, un gouvernement purement ouvrier mais qui a été renversé après deux semaines seulement d'activité. Après le gros succès électoral remporté par le parti ouvrier en 1933, la question de la participation au pouvoir s'est posée à nouveau. Pourtant, les partis de droite ont pu empêcher provisoirement cette participation. Mais, au cours des années suivantes, le parti agrarien modifia considérablement sa politique, probablement ensuite de l'exemple donné par la collaboration efficace qui s'était établie entre les mouvements ouvrier et paysan en Suède. Quoi qu'il en soit, en mars 1935, le parti agrarien norvégien a aidé le parti ouvrier a renverser le gouvernement. Depuis cette époque, un cabinet exclusivement ouvrier gouverne en Norvège, mais avec l'appui indispensable des paysans puisqu'il ne dispose pas à lui seul de la majorité.

Les nouvelles élections de 1936 ont assuré au parti ouvrier un nouveau gain de 100,000 voix; bien que la participation au scrutin ait été considérablement plus forte, la proportion des voix socialistes a augmenté.

	Nombre des électeurs 1936	Electeurs en pour-cent 1933	1936	Nombre des mandats 1933	1936
Parti ouvrier	617,456	40,1	42,5	69	70
Parti paysan	157,132	13,9	10,8	23	18
Conservateurs	301,334	21,8	20,8	30	36
Libéraux	236,030	17,6	16,3	24	23
Nationaux-socialistes . . .	26,406	2,2	1,8	0	0
Parti chrétien-populaire . .	19,454	0,8	1,3	1	2
Parti de réforme sociale . .	44,797	1,5	3,1	1	1
Communistes	4,376	1,8	0,3	0	0

Les partis ouvrier et paysan réunissent donc le 53,3 pour cent des électeurs et détiennent 88 sièges au parlement. Bien que le parti ouvrier norvégien ait été autrefois très à gauche et qu'il ait sympathisé un certain temps avec les communistes, il ne s'est pas moins engagé dans la voie de la politique de réforme ou si l'on veut réformiste, dans la voie de cette politique solide et pratique qui a donné des résultats si excellents en Suède et au Danemark.

La politique économique du Danemark.

Par *H. Jacoby.*

Parmi les pays scandinaves le Danemark est certainement le moins favorisé par la nature. Il n'a ni minerai, ni charbon, ni houille blanche; c'est à peine s'il dispose d'un peu de bois. Par contre, son sol est fertile, sa situation géographique magnifique; son peuple est bien doué, énergique, plein de ressources et d'initiative. Ces trois facteurs ont suffi pour faire du niveau de vie